"La Commission européenne se voit privée de son siège" dans El País (6 mai 1991)

Légende: Paru le 6 mai 1991 dans le quotidien espagnol El País, l'article annonce le démarrage en 1992 des travaux de réhabilitation du bâtiment Berlaymont de la Commission européenne à Bruxelles.

Source: El País. 06.05.1991. Madrid. "La Comisión europea se queda sin sede", auteur:Monteira, Félix.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU
Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:
http://www.cvce.eu/obj/la_commission_europeenne_se_voit_privee_de_son_siege_dans_el_pais_6_mai_1991-fr-91237867-7f84-4f52-8001-bd13a6dc4a56.html

Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

La Commission européenne n’a plus de siège

Tout est prêt pour le déménagement du Berlaymont

FÉLIX MONTEIRA - Bruxelles

Les jours du siège de la Commission européenne – le bâtiment Berlaymont à Bruxelles qui accueille depuis 1968 l’élite de l’eurocratie qui gouverne la CE – sont comptés. Les commissaires préparent le déménagement pour permettre la rénovation de l’actuel siège ou la construction d’un nouveau. La tour de ciment, acier et cristal qui symbolise le pouvoir commun de l’Europe n’a pas résisté au temps qui passe. Le marché unique de 1993 naîtra dans une Europe sans siège.
Les commissaires et les 3 000 fonctionnaires qui travaillent au Berlaymont devront être provisoirement relogés dans d’autres bâtiments à Bruxelles. Pour les hauts responsables, on a pensé à un immeuble où se côtoient actuellement des bureaucrates communautaires et des agents des services secrets belges. Le projet immobilier a deux lectures intéressées: soit la CE repose sur une base qu’il faut renverser dès que possible, soit il est nécessaire de mener le principe de construction européenne jusqu’à ses dernières conséquences. Aucune des deux n’est certaine. La raison en est très simple: il s’agit de raisons de sécurité, de santé des travailleurs et d’efficacité.

Le monastère de l’Escorial, d’où se gérait un empire sur lequel le soleil ne se couche pas, compte 1 111 fenêtres extérieures et 1 562 intérieures; le Berlaymont en compte 3 444, donnant toutes sur la rue mais qu’il est impossible d’ouvrir, afin d’éviter les risques de suicide. Ce nombre est un multiple de 12, nombre d’États membres de la CE et également de 6, nombre de membres fondateurs.

Le principe démocratique du travail qui prévoit une fenêtre par fonctionnaire a donné une solution architecturale originale, celle d’un bâtiment en forme de X, avec des croisillons de longueur inégale qui désignent les quatre points cardinaux vers lesquels s’ouvre l’Europe. Tout le monde reçoit de la lumière naturelle au prix d’un grand gaspillage d’espace. Sur la surface utile de 200 000 mètres carrés du Berlaymont, seuls 25 % sont occupés par des bureaux, alors que dans un bâtiment moderne, le taux d’utilisation est de 60 %.

Les fenêtres servent en outre à marquer la hiérarchie: une pour l’échelon le plus bas du personnel technique et, au fur et à mesure qu’on monte dans la hiérarchie, jusqu’à quatre pour un directeur général ou un commissaire. L’épaisseur de la moquette est également différente entre le premier et le dernier étage, le 13e, qu’occupent sans superstition le président Jacques Delors et les autres commissaires.

Sécurité

La sécurité est un autre problème, mais le plus grave concerne l’amiante. Cet isolant, interdit depuis 1980 par une directive de la CEE, est un agent qui provoque le cancer des poumons. Certaines études techniques signalent que l’air conditionné contribue à diffuser le dangereux produit perpétuellement dénoncé par les syndicats de fonctionnaires.

Bruxelles est un siège provisoire de la CE, et la Commission européenne n’est rien de plus qu’un locataire d’un immeuble appartenant à l’État belge – actionnaire majoritaire – et à quelques banques privées. La Commission paie un loyer annuel de 1 400 millions de pesetas. La transformation du Berlaymont coûte 18 000 millions, d’après un premier projet confié à un architecte.

Le commissaire Antonio Cardoso, auteur de la proposition de déloger le Berlaymont, est partisan de la destruction et de la construction d’un nouveau bâtiment qui «en définitive sera moins coûteux.»

L’objectif est la construction d’un immense bâtiment qui abritera 9 000 ou 12 000 fonctionnaires des 15 000 que la Commission européenne a dispersés dans 32 immeubles de la capitale belge. La CE est propriétaire d’un seul immeuble, celui de la DG Agriculture.

La future Communauté européenne, dotée de plus de compétences, aura besoin de plus d'eurocrates et par conséquent de plus de bureaux. Le projet de la Commission cache une exigence non avouée: celle d'obliger l'État belge à assumer ses responsabilités de propriétaire s'il ne veut pas se voir accuser d'être un mauvais amphitryon des institutions communautaires. On parle déjà d'un appel d'offre pour un projet architectural concernant le siège de la future Europe. Mais – que la solution soit la rénovation ou la destruction – l'actuel contrat de location arrivera à échéance fin 1992, et les eurocrates et les commissaires devront alors faire leurs bagages pour laisser la place aux travaux.

Publié dans les pages internationales du quotidien EL PAÍS du 6 mai 1991. Auteur: Félix Monteira.